

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS120/2
13 octobre 2000

(00-4268)

Original: anglais

INDE – MESURES VISANT LES EXPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS DE BASE

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 12 octobre 2000, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 19 novembre 1997, les Communautés européennes (CE) ont demandé l'ouverture de consultations avec le gouvernement indien (Inde), conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord) et à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994), au sujet de certaines mesures visant les exportations de cuirs et peaux bruts en provenance d'Inde (WT/DS120/1). En raison de problèmes administratifs au Secrétariat de l'OMC, la demande de consultations initiale n'a pas été distribuée. Les CE ont donc présenté une deuxième demande de consultations le 11 mars 1998, laquelle a été distribuée aux Membres de l'OMC conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord le 23 mars 1998.

Les CE et l'Inde ont tenu des consultations à Genève le 16 janvier 1998. Bien qu'elles aient favorisé une meilleure compréhension des positions des parties, ces consultations n'ont pas permis de régler le différend.

Les mesures visées sont énoncées dans la Loi de 1992 sur le commerce extérieur (Développement et réglementation), dans la Politique d'exportation et d'importation (1997-2002) établie par le Ministère du commerce indien, ainsi que dans les modifications y relatives et dans les mesures d'application et les mesures administratives prises en vertu de ces textes.

Une liste négative concernant l'exportation de plusieurs produits de base est établie au titre des mesures susmentionnées. Conformément à la Partie II, point 16.2, n° 10 de la Politique d'exportation et d'importation (1997-2002), il faut, pour exporter des cuirs et peaux bruts (de tous types, à l'exclusion des peaux d'agneaux non épilées), une licence d'exportation, qui est délivrée par le Directeur général du commerce extérieur au moyen d'un Avis public. Les licences d'exportation ne sont pas accordées automatiquement dans le cadre de ce régime. En outre, aucune licence d'exportation n'a été délivrée pour ces produits.

Les CE estiment que la prescription en matière de licences d'importation énoncée dans la Partie II, point 16.2, n° 10 de la Politique d'exportation et d'importation équivaut en soi à une restriction à l'exportation qui constitue une violation des obligations découlant pour l'Inde de l'article XI:1 du GATT de 1994. Les CE notent que le 13 janvier 2000 un produit spécifique a été

./.

retiré de la liste des produits dont l'exportation est restreinte par des licences non automatiques. Toutefois, toutes les autres catégories de cuir, y compris les cuirs et peaux bruts, continuent d'être visées par cette restriction à l'exportation.

En outre, les CE estiment que la manière dont les autorités indiennes administrent ce régime de licences d'exportation équivaut en fait à une interdiction à l'exportation qui constitue aussi une violation de l'article XI:1 du GATT de 1994.

Eu égard à ce qui précède, les CE demandent qu'un groupe spécial soit établi à la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends conformément aux articles 4:7 et 6 du Mémoire d'accord et à l'article XXIII du GATT de 1994, et qu'il soit doté du mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémoire d'accord.
